Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?* par Séverine Bouard, Jean-Michel Sourisseau, Vincent Geromini, Séverine Blaise et Laïsa Ro'i (éds)

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/9738>

DOI : 10.4000/jso.9738

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 603-606

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?* par Séverine Bouard, Jean-Michel Sourisseau, Vincent Geromini, Séverine Blaise et Laïsa Ro'i (éds) », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 27 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9738> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.9738>

Ce document a été généré automatiquement le 27 septembre 2021.

Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Compte rendu de *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?* par Séverine Bouard, Jean-Michel Sourisseau, Vincent Geromini, Séverine Blaise et Laïsa Ro'i (éds)

Isabelle Leblic

RÉFÉRENCE

BOUARD Séverine, Jean-Michel SOURISSEAU, Vincent GEROMINI, Séverine BLAISE et Laïsa RO'I (éds), 2016. *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?*, préface de Michel Vernières, Paris, IAC-Karthala-GEMDEV, 524 p., bibliogr., graphs, cartes, tableaux.

- 1 Faire le point deux ans avant le référendum sur les futurs possibles pour l'économie très politique de la Nouvelle-Calédonie en 2018 et après, tel est l'objet de cet ouvrage collectif. À travers une relecture de l'ouvrage de Jean Freyss, *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie* de 1995, vingt ans après, les vingt-cinq auteurs de ce livre imposant souhaitent, en croisant les regards en économie, anthropologie, sociologie, géographie et sciences politiques, montrer les prolongements de sa posture conceptuelle et méthodologique dans les travaux actuels.
- 2 Après un avertissement, une préface (pp.13-15) et une introduction générale (pp. 17-21), dix chapitres, tous coécrits par plusieurs auteurs, constituent le cœur de

l'ouvrage. Suivent la bibliographie, les sigles et acronymes et la présentation des auteurs. Comme il est dit en début de livre :

« Le présent ouvrage, focalisé sur les bifurcations de ces vingt-cinq dernières années, n'entend pas revenir sur cette longue trajectoire historique coloniale. »
(p. 24)

- 3 En effet, Carine David (droit public), Jean-Michel Sourisseau (économie), Samuel Gorohouna (sciences économiques) et Pierre-Yves Le Meur (anthropologue) signent le premier chap. « De Matignon à la consultation sur l'indépendance. Une trajectoire politique et institutionnelle originale » (pp. 23-67) qui « détaille le dépassement organisé et institutionnalisé de la démocratie représentative usuelle et précise le contenu des statuts récents de la Nouvelle-Calédonie et leurs incidences sur son développement économique » (pp. 24-25), complétant en cela ce que j'avais fait dans mon ouvrage de 1993 où le dernier statut étudié était celui issu des accords de Matignon-Oudinot qui venaient juste d'être signés. Ils montrent comment la structure de l'économie calédonienne est marquée par son histoire coloniale.
- 4 Les chapitres 2 et 3 vont détailler la trajectoire politique et économique récente du pays. Dans le deuxième chapitre, « Cadrage macroéconomique et faits stylisés » (pp. 69-109), Laurent Mathieu (économie), Cécile Couharde (sciences économiques) et Gilles Pesteña (géographie) reprennent l'analyse de Jean Freyss (chap. 4 « une économie de transfert ») d'une économie calédonienne assistée due aux transferts publics provenant de France métropolitaine en la complétant d'un cadrage macroéconomique qui « n'est pas explicite dans l'ouvrage de Jean Freyss » (p. 69). L'étroitesse du marché en raison de l'effectif de la population calédonienne marque aussi cette structure économique calédonienne. Séverine Blaise (sciences économiques), Jean-Michel Sourisseau (économie), Olivier Hoffer (géographie), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Dominique Mertens (économie) et Bruno Losch (économie) sont les auteurs du chap. 3 « Des mineurs, des métallurgistes et des entrepreneurs » (pp. 111-185). Ils examinent les dynamiques sectorielles hors commerce (chap. 4) dans le cadre des petites économies insulaires (PEI) et de leurs contraintes avec celles liées aux économies minières. Ils présentent les trois défis que les acteurs et secteurs de l'économie calédonienne doivent relever : échapper à la logique d'enclave, « gérer les chocs dus aux fluctuations du marché mondial du nickel » et éviter que les secteurs exposés disparaissent.
- 5 Laurent Dalmas (sciences économiques), Bruno Losch (économie) et Vincent Geromini (sciences économiques) parlent d'« Oligopoles et jeux d'acteurs : héritages, recompositions et ouverture » (chap. 4, pp. 187-228). Jean Freyss parlait de
« l'emprise de [...] l'"oligopole de collusion" (p. 130), issu des grandes familles coloniales ou d'opérateurs installés plus récemment, notamment durant le boom minier de la fin des années 1960, et disposant de positions centrales, au cœur de l'économie politique du territoire. » (p. 187)
- 6 Les chapitres 5 et 6 détaillent les changements du régime d'accumulation depuis trente ans. Le chapitre 5, « La Nouvelle-Calédonie suit-elle toujours le modèle de l'économie assistée ? » (pp. 229-271), de Cécile Couharde (sciences économiques), Vincent Geromini (sciences économiques) et Armand Taranco (mathématiques appliquées à l'économie), reprend à la lumière d'aujourd'hui l'idée centrale développée par Jean Freyss pour voir ce qu'il en est après trente ans d'accords. Ils concluent leur chapitre en insistant sur le fait que « l'importance de la rente administrative obtenue de la France métropolitaine a été progressivement remplacée par l'exploitation d'une

rente naturelle basée sur le nickel. [...] Cependant, ce nouveau régime de croissance économique n'a pas fondamentalement changé les caractéristiques économiques de la Nouvelle-Calédonie découlant de son double statut de petite économie insulaire rattachée institutionnellement à la France. » (p. 263). Le chapitre 6, « La soutenabilité de la trajectoire néo-calédonienne en question » (pp. 273-313), de Séverine Blaise (sciences économiques), Vincent Geromini (sciences économiques), Salia Soko Ului (économie), Laïsa Ro'i (économie), Audrey Aknin (économie) et Armand Taranco (mathématiques appliquées), repart de Jean-Marie Tjibaou et de sa volonté de mettre « les enjeux de la transmission d'un patrimoine au centre de la réflexion sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie, et cela bien en amont de l'émergence de la question du développement soutenable » (p. 273). Freyss en 1995 n'avait traité ni de soutenabilité, ni d'environnement. En abordant le développement en question vu par les Kanak en préservant leur patrimoine socioculturel, j'en avais traité d'une certaine façon (Leblic, 1993). Mais dans les années 1990, on parlait plus en effet de développement économique et social.

- 7 Le chapitre 9 interroge « Les dynamiques économiques et sociales des tribus et de la ruralité : fragilités et facultés d'adaptation » (pp. 315-352), à partir de l'« élément déterminant du patrimoine culturel et immatériel du pays » (p. 310). Ses auteurs, Léa Apithy (agro-économie), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Samuel Gorohouna (sciences économiques), Stéphane Guyard (sociologie) et Jean-Michel Sourisseau (économie), veulent comprendre « les dynamiques kanak dans la trajectoire de développement de la Nouvelle-Calédonie » (p. 315). En reprenant les résultats d'une enquête de l'Institut agronomique calédonien (IAC), ils montrent la « recomposition des fonctions économiques et sociales du système agricole kanak » (p. 341). Les auteurs concluent leur chapitre sur le fait que « le développement du salariat et l'amélioration globale des conditions de vie jusque dans les espaces les plus reculés sont des traductions concrètes des effets d'entraînements des politiques de rééquilibrage et ensuite, des IDE [investissements directs étrangers] liés à l'industrialisation de l'économie néo-calédonienne » (p. 351).
- 8 « Mobilités, dynamiques territoriales et urbaines » (pp. 353-389), tel est le titre du huitième chapitre écrit par trois géographes, Gilles Pesteña, Olivier Hoffer et Pierre-Christophe Pantz, le seul donc qui ne croise pas le regard de plusieurs disciplines, même si parfois le croisement des sciences économiques avec l'économie peut paraître toujours économique.

« Le chapitre précédent souligne que l'involution de la société kanak ne s'est pas produite : l'agriculture reste vivante et productive tandis que les tribus ont montré une résistance sur le plan démographique. Pour autant, les mobilités, comme l'urbanisation, se sont développées et méritent d'être analysées en elles-mêmes afin d'examiner plus précisément les dynamiques territoriales, notamment urbaines. [...] Aujourd'hui, [...] les mobilités et la ville font partie intégrante des équations de la soutenabilité sociale comme économique et représentent donc à ce titre des enjeux cruciaux. » (p. 353 et p. 389)
- 9 Comme le soulignent les auteurs du chapitre 9, « Des stratégies de développement local volontaristes et différenciées » (pp. 391-447), Séverine Bouard (géographie et agronomie), Jean-Michel Sourisseau (économie), Sarah Bellec (socio-anthropologie), Olivier Hoffer (géographie), Pierre-Yves Le Meur (anthropologie) et Claire Levacher (socio-anthropologie) :

« Les deux chapitres précédents remettent en question trois présupposés sur les évolutions récentes : l'individualisation et la marchandisation de la société ; l'exode rural ; l'opposition entre l'urbain et le rural. Ils montrent que la prégnance du non-marchand et la permanence de l'hypermobilité des individus expliquent les dynamiques récentes des territoires calédoniens. » (p. 391)

- 10 Ils présentent la complexification des dispositifs d'aide au développement local avec une multiplication des projets et des guichets ; l'intensité de l'effort pour le développement local repose en grande partie sur les provinces qui ont favorisé la professionnalisation des dispositifs d'appui et des promoteurs du développement local, face à l'arrivée des firmes multinationales. Dans ce dispositif, certaines communes, comme par exemple Thio et Yaté, sont des espaces innovants de gouvernance, tant en matière de développement local que pour les activités minières et métallurgiques. Les auteurs posent la question du tourisme pour savoir s'il pourrait représenter « une voie de valorisation des actifs spécifiques de la Nouvelle-Calédonie » alors qu'il « est emblématique des écueils de la réflexion sur la diversification de l'économie néo-calédonienne, mais aussi de l'expression des stratégies diverses qui sont mises en œuvre, et notamment entre les provinces. » (p. 413). On peut se demander ce qu'il en est de ces politiques volontaristes en terme de rééquilibrage, au cœur du processus. Déjà en 2007, au sortir d'une réunion tenue à la mairie de Ponérihouen dans le cadre de la présentation du projet VKP (Voh-Koné-Pouembout), secteur que la province Nord voulait urbaniser pour créer une zone attractive pour l'emploi en dehors du Grand Nouméa, je m'interrogeais sur les risques, comme le présentent les auteurs, de créer « un "petit" Nouméa fragile et fortement dépendant de l'activité de l'usine du Nord plutôt qu'une capitale économique dense économiquement et résiliente ? » (p. 446). Je pensais moi-même alors au nouveau déséquilibre Est-Ouest qui allait s'ajouter à celui existant jusque là entre Nord et Sud. Ils concluent :

« Il semble que des solutions soient aujourd'hui recherchées à la frontière entre le développement local, en tant que mise en synergie de forces territoriales spécifiques, et des partenariats public/privé dans des investissements dans des filières et secteurs innovants, susceptibles de générer de la valeur ajoutée à réinjecter dans les économies locales [...] Les pistes sont potentiellement prometteuses mais les réponses sont encore loin d'être abouties comme nous allons le voir dans le dernier chapitre à suivre. » (p. 447)

- 11 En forme de conclusion tout comme de résumé vient le dixième chapitre « La Nouvelle-Calédonie dans les turbulences du XXI^e siècle » (pp. 449-284), de Jean-Michel Sourisseau (économie), Vincent Geromini (sciences éco), Séverine Blaise (sciences économiques) et Séverine Bouard (géographie et agronomie).

« [...] Les options possibles pour le pays devront combiner progrès économique et social pour tous, promotion et valorisation de la diversité culturelle, et révélation et activation de nouveaux actifs et rentes. Par ailleurs, la trajectoire d'émancipation choisie, qui n'est aujourd'hui guère remise en cause, remet au cœur de la réflexion la place dans le monde pour une petite île du Pacifique Sud confrontée elle aussi à l'impératif de soutenabilité. » (p. 450)

- 12 L'ouvrage a dressé un bilan économique et social des accords de Matignon-Oudinot et de Nouméa, mais aussi du protocole de Bercy du 1^{er} février 1998, permettant de répondre au préalable minier des indépendantistes, et attire l'attention sur le nécessaire renouvellement du modèle de développement pour le pays, en trouvant des alternatives aux deux principales sources de financement actuel que sont les transferts publics et le nickel où la valorisation du patrimoine occupe une place centrale, comme

il a été avancé dans plusieurs chapitres de cet ouvrage. Car, au terme de ces 400 et quelques pages, force est de constater que l'économie développée de la Nouvelle-Calédonie est toujours dépendante de ses rentes historiques, qu'elle est toujours assistée et qu'elle doit développer sa base productive locale. Même si des innovations institutionnelles remarquables ont été mises en avant au fil de l'ouvrage, il semble que l'on assiste à un essoufflement des instruments de la consociativité et qu'il faut donc redéfinir à terme le modèle politique. Les auteurs voyaient en 2016 un affaiblissement de la bipolarité indépendantistes/non-indépendantistes questionnant le modèle de gouvernance. La campagne électorale et les résultats du référendum mettent un peu à mal, à mon sens, cette vision. Cette bipolarité est plus que jamais vivante ! Des débats sur la captation et la valorisation de la rente nickel à la diversification et dévaluation du FCFP, il reste des perspectives incertaines.

« Au final, l'absence d'une modélisation économique et les données actuellement disponibles ne permettent pas de simuler précisément les effets positifs et négatifs d'une dévaluation. Mais, si l'option est retenue, les analyses formulées dans cet ouvrage invitent à penser une dévaluation accompagnée de mesures d'accompagnement très fortes : par exemple, l'effacement de la dette (qui s'accroîtrait en proportion de la dévaluation) et une refonte en profondeur de la structure de l'économie néo-calédonienne, notamment par la remise en cause des oligopoles de collusion... Une politique monétaire n'est qu'un instrument au service d'une stratégie globale, elle ne peut se penser seule. » (pp. 478-479)

- 13 Il faut apprécier dans cet imposant ouvrage collectif la synergie qui existe entre les différents chapitres, qui se renvoient les uns aux autres et montrent qu'il est issu d'un réel travail collaboratif.
- 14 Au sortir de ce premier référendum où l'importance du vote en faveur du « oui » a fait mentir tous les sondages et représenté une grande victoire indépendantiste et un formidable espoir pour l'avenir, ce livre peut aider à apporter des éclairages « sur les futurs possibles de l'économie très politique de la Nouvelle-Calédonie ». À lire donc pour en savoir plus.

BIBLIOGRAPHIE

FREYSS Jean, 1995. *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*, Paris, PUF, coll. Tiers-monde, 452 p.

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG avec l'ADCK, 420 p.